

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS — WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 91 — 2125

2 AOÛT 1991. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 24 juin 1988 prescrivant la déclaration des hausses de prix

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix;

Vu l'arrêté ministériel du 24 juin 1988 prescrivant la déclaration des hausses de prix, tel que modifié par les arrêtés ministériels des 11 octobre 1988, 12 et 17 avril, 29 septembre et 19 décembre 1989, 24 janvier, 16 février, 25 mai, 25 juin, 16 juillet, 20, 27 et 28 décembre 1990 et 29 mars 1991, notamment l'article 3;

Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité d'assouplir les dispositions réglementaires actuelles en ce qui concerne la fixation des prix dans le secteur concerné,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté ministériel du 24 juin 1988 prescrivant la déclaration des hausses de prix, est complété comme suit :

« Secteur cosmétique tel qu'il est défini dans l'arrêté royal du 10 mai 1978 à l'exclusion des savons, crèmes dentifrices et autres produits pour l'hygiène buccale, des crèmes à raser, des shampoings et produits pour les soins des cheveux autres que ceux qui sont expressément conditionnés pour un usage professionnel et des produits qui, sur base de leur conditionnement et de leur mode d'emploi, sont exclusivement utilisés pour les bébés et pour l'hygiène intime. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 août 1991.

W. CLAES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 91 — 2125

2 AUGUSTUS 1991. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 24 juni 1988 houdende verplichting tot aangifte der prijsverhogingen

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 juni 1988 houdende verplichting tot aangifte der prijsverhogingen, zoals gewijzigd door de ministeriële besluiten van 11 oktober 1988, 12 en 17 april, 29 september en 19 december 1989, 24 januari, 16 februari, 25 mei, 25 juni, 16 juli, 20, 27 en 28 december 1990 en 29 maart 1991, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is de huidige wettelijke bepalingen te versoepelen voor wat de vaststelling van de prijzen in de betrokken sector betreft,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3, § 1, 3^o, van het ministerieel besluit van 24 juni 1988 houdende verplichting tot aangifte der prijsverhogingen, wordt aangevuld als volgt :

« Cosmeticasector zoals bepaald in het koninklijk besluit van 10 mei 1978, met uitzondering van zepen, tandpastas en andere producten voor mondhygiëne, scheercrèmes, shampoos en verzorgingsproducten voor het haar, andere dan degene die uitdrukkelijk voor professioneel gebruik zijn verpakt, producten die op grond van hun verpakking en gebruiksaanwijzing uitsluitend bestemd zijn voor zuigelingen en voor intieme hygiëne. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 2 augustus 1991.

W. CLAES

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 91 — 2124

Arrêté royal
relatif au délit d'initié sur certains marchés financiers

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est pris en exécution de l'article 185 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers. Cet article fait partie du livre V de la loi précitée, qui organise la répression de l'abus d'informations privilégiées; les dispositions du livre V interdisent aux personnes qui disposent, directement ou indirectement, d'une information privilégiée relative à un instrument financier, d'opérer, de faire opérer ou de recommander des transactions sur cet instrument.

Selon l'article 181 du livre V, « on entend par information privilégiée : une information qui n'a pas été rendue publique, qui a un caractère suffisamment précis et concerne un ou plusieurs émetteurs de valeurs mobilières et d'autres instruments financiers ou une ou plusieurs valeurs mobilières ou autres instruments financiers et qui, si elle était rendue publique, serait de nature à influencer de manière sensible le cours de cette ou de ces valeurs mobilières ou de cet ou de ces autres instruments financiers ».

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 91 — 2124

Koninklijk besluit betreffende het misbruik van voorkennis over sommige financiële markten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen werd genomen met toepassing van artikel 185 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten. Dit artikel maakt deel uit van boek V van voornoemde wet dat het misbruik van bevoorrechte informatie betoetelt; de bepalingen van boek V verbieden personen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, kennis hebben gekregen van bevoorrechte informatie omtrent een financieel instrument transacties met dit instrument te verrichten, te laten verrichten of aan te bevelen.

Volgens artikel 181 van boek V « wordt onder bevoorrechte informatie verstaan : de bij het publiek niet bekende informatie die voldoende duidelijk is en betrekking heeft op één of meer emittenten van effecten of van andere financiële instrumenten of op één of meer effecten of andere financiële instrumenten en die, indien zij openbaar zou worden gemaakt, een aanzienlijke invloed zou kunnen hebben op de koers van dit (deze) effect(en) of van andere financiële instrumenten ».

Cette définition implique qu'il existe un cours pour la valeur ou l'instrument concernés, et donc un marché réglementé et ouvert au public sur lequel ce cours s'établit.

Il en va ainsi pour les valeurs mobilières inscrites à la cote d'une Bourse de valeurs mobilières belge ou négociées sur un autre marché désigné par le Roi (article 185, 1^o). Il en va de même pour les valeurs admises à être négociées sur un marché réglementé, surveillé par des autorités reconnues par les pouvoirs publics, de fonctionnement régulier, accessible directement ou indirectement au public et situé ou opérant dans un Etat membre des Communautés européennes (article 185, 2^o).

La portée de l'interdiction est plus large ratione loci s'agissant d'instruments visés à l'article 185, 1^o puisqu'elle concerne dans ce cas aussi bien les actes effectués en Belgique que ceux effectués à l'étranger; l'article 185, 2^o pour sa part ne réprime que les actes qui ont lieu en Belgique.

L'objectif du présent arrêté est d'utiliser la faculté qui a été offerte par le législateur de soumettre les instruments traités sur les nouveaux marchés financiers belges au même régime que celui qui est d'application pour les valeurs cotées sur les Bourses de valeurs mobilières.

La loi du 4 décembre 1990 permet au Roi de créer et d'organiser, à côté des Bourses de valeurs mobilières créées par le législateur, d'autres marchés en valeurs mobilières et en autres instruments financiers. Il a été fait usage de cette faculté à deux reprises : un arrêté royal du 27 février 1991 a organisé le marché hors bourse des obligations linéaires et le marché secondaire des certificats de trésorerie; un arrêté royal du 10 avril 1991 a créé et organisé une Bourse belge des Futures et Options.

Autant que possible, il s'impose d'assurer aux personnes accédant à ces marchés une protection comparable à celle qui entoure le fonctionnement des Bourses de valeurs mobilières. Il convient également d'affermir le caractère réglementé et surveillé de ces marchés afin d'en faciliter l'insertion dans le contexte d'un marché financier européen. C'est pour cette raison qu'il est proposé à Votre Majesté de rendre les dispositions légales en matière de délit d'initié, applicables aux valeurs et instruments négociés sur les marchés précités. L'usage abusif, commis en Belgique ou à l'étranger, d'informations privilégiées relatives à des instruments négociés sur ces marchés deviendra donc constitutif d'infractions pénales. La compétence de contrôle de la Commission bancaire et financière en matière de délit d'initié s'étendra simultanément aux marchés visés par les présentes dispositions.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

5 AOUT 1991. — Arrêté royal
relatif au délit d'initié sur certains marchés financiers

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 185, 1^o;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont désignés comme marchés sur lesquels, en vertu de l'article 185, 1^o de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, les dispositions des articles 182 à 184 de la même loi sont d'application :

1^o le marché hors bourse des obligations linéaires et le marché secondaire des certificats de trésorerie, organisés par l'arrêté royal du 27 février 1991 relatif à l'organisation du marché hors bourse des obligations linéaires et du marché secondaire des certificats de trésorerie;

Deze definitie houdt in dat er een koers bestaat voor het betrokken effect of het betrokken instrument en dat er dus een geregelende markt waar de koers wordt gevormd openstaat voor het publiek.

Dit geldt voor effecten die in België zijn opgenomen in de notering aan een Effectenbeurs of worden verhandeld op een andere door de Koning aangewezen markt (artikel 185, 1^o). Hetzelfde geldt voor de effecten die zijn toegelaten om te worden verhandeld op een geregelende markt die onder toezicht staat van de door de overheid erkende autoriteiten, regelmatig functioneert, rechtstreeks of onrechtstreeks voor het publiek toegankelijk is en gelegen dan wel werkzaam is in een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen (artikel 185, 2^o).

De reikwijdte van het verbod is ratione loci groter voor de instrumenten als bedoeld in artikel 185, 1^o omdat het in dit geval zowel om handelingen in België als in het buitenland gaat. Artikel 185, 2^o daarentegen betuigt enkel handelingen in België.

Dit koninklijk besluit heeft tot doel gebruik te maken van de door de wetgever geboden mogelijkheid de op de nieuwe Belgische financiële markten verhandelde instrumenten te onderwerpen aan het stelsel dat ook van toepassing is op de effecten die op de Effectenbeurzen genoteerd zijn.

Door de wet van 4 december 1990 wordt aan de Koning de mogelijkheid geboden, naast de door de wetgever opgerichte Effectenbeurzen, andere markten voor effecten en andere financiële instrumenten op te richten en te organiseren. Er werd twee maal van deze mogelijkheid gebruik gemaakt : een koninklijk besluit van 27 februari 1991 heeft de buiten-beursmarkt voor lineaire obligaties en de secundaire markt voor schatkistcertificaten georganiseerd; een koninklijk besluit van 10 april 1991 heeft een Belgische Future en Optiebeurs opgericht en georganiseerd.

De personen die toegang krijgen tot deze markten moeten een zo gelijkwaardig mogelijke bescherming krijgen als bij de Effectenbeurzen. Het is dan ook noodzakelijk deze markten strakker te reglementeren en te controleren om hun integratie in de context van de financiële Europese markt te vergemakkelijken. Daarom wordt aan Uwe Majesteit voorgesteld de wettelijke bepalingen over misbruik van voorkennis van toepassing te verklaren op de effecten en instrumenten die op voornoemde markten worden verhandeld. Aldus wordt het onrechtmatig gebruik in België of in het buitenland van bevoorrechte informatie over op deze markten verhandelde instrumenten strafrechtelijk betuigt. De controlebevoegdheid van de Commissie voor het Bank- en Financieelwezen inzake misbruik van voorkennis zal tegelijkertijd worden uitgebreid tot de in deze bepalingen bedoelde markten.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

5 AUGUSTUS 1991. — Koninklijk besluit
betreffende het misbruik van voorkennis
over sommige financiële markten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 185, 1^o;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Worden aangeduid als markten waarop, krachtens artikel 185, 1^o van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, de bepalingen van artikelen 182 tot 184 van dezelfde wet van toepassing zijn :

1^o de buiten-beursmarkt van lineaire obligaties en de secundaire markt van schatkistcertificaten, georganiseerd bij koninklijk besluit van 27 februari 1991 betreffende de organisatie van de buiten-beursmarkt van lineaire obligaties en van de secundaire markt van schatkistcertificaten;

2^o la Bourse belge des Futures et Options (Belfox) créée et organisée par l'arrêté royal du 10 avril 1991 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et Options.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 5 août 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

2^o de Belgische Future en Optiebeurs (Belfox), opgericht en georganiseerd bij koninklijk besluit van 10 april 1991 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future en Optiebeurs.

Art. 2. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 5 augustus 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

F. 91 — 2125

7 AOUT 1991. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement du marché de la Bourse belge des Futures et Options et son annexe

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 70, § 2 ;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1991 relatif à la création et à l'organisation de la Bourse belge des Futures et Options, notamment l'article 7 ;

Vu la décision du conseil d'administration de Belfox s.c. du 2 août 1991 fixant le règlement du marché de la Bourse belge des Futures et Options et son annexe ;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière,

ARRETE

Article 1er. La décision du conseil d'administration de Belfox s.c. du 2 août 1991 fixant le règlement du marché de la Bourse belge des Futures et Options et son annexe, annexée au présent arrêté, est approuvée.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le 7 août 1991.

Ph. MAYSTADT

N. 91 — 2125

7 AUGUSTUS 1991. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het marktrecht van de Belgische Future- en Optiebeurs en zijn bijlage

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 70, § 2 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1991 houdende de oprichting en de inrichting van de Belgische Future- en Optiebeurs, inzonderheid op artikel 7 ;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van Belfox c.v. van 2 augustus 1991 tot vaststelling van het marktrecht van de Belgische Future- en Optiebeurs en zijn bijlage ;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen,

BESLUIT

Artikel 1. Bijgevoegde beslissing van de raad van bestuur van Belfox c.v. van 2 augustus 1991 tot vaststelling van het marktrecht van de Belgische Future- en Optiebeurs en zijn bijlage, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Brussel, 7 augustus 1991.

Ph. MAYSTADT